



**Arrêté temporaire n°2025AT_1871
Portant réglementation de la circulation**

RD 122 et RD 123

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

MONSIEUR LE MAIRE DE SAINT-SERVANT-SUR-OUST,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 L. 3221-4 et L. 3221-5 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1 ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;
Vu la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;
Vu l'arrêté départemental en date du 23 décembre 2024 portant délégation de signature ;
Vu la demande en date du 03/10/2025 émise par STURNO aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation ;
Vu la permission de voirie n° NE2425202PV ;
Vu l'avis du Maire de la commune de GUILLAC ;
Vu l'avis du Maire de la commune de JOSSELIN ;
Vu l'avis du Maire de la commune de LA CROIX-HELLEAN ;
Considérant que des travaux de pose de réseau d'eaux pluviales et d'eaux usées rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 13/10/2025 au 28/11/2025 sur la RD 122 du PR 14+0468 au PR 14+0650 et sur la RD 123 du PR 22+0000 au PR 22+0055 sur le territoire de SAINT-SERVANT ;

ARRÊTENT

Article 1

À compter du 13/10/2025 et jusqu'au 28/11/2025, la circulation des véhicules est interdite sur la RD 122 du PR 14+0468 au PR 14+0650 et RD 123 du PR 22+0000 au PR 22+0055.

Article 2

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RD 4 du PR 5+0236 au PR 1+0664
- LA PATURE DES ROCHERS (D4), de RD 4 jusqu'à D4
- D4, de LA PATURE DES ROCHERS (D4) jusqu'à LA VILLE ALLAIN (D126)
- LA VILLE ALLAIN (D126), de D4 jusqu'à la RUE SAINTE-CROIX
- RD 4 du PR0+1092 au PR0
- RD 724 du PR33+0688 au PR33+0456
- D724, de RD 724 jusqu'à la RUE DE PONTIVY
- RUE DE PONTIVY, de D724 jusqu'à D764
- RD 724 du PR33+0261 au PR31+0790
- D724, de RD 724 jusqu'au ROND POINT DE LA FORET (D724)
- ROND POINT DE LA FORET (D724), de D724 jusqu'à la RUE THEODORE BOTREL (D724)
- RUE THEODORE BOTREL (D724), du ROND POINT DE LA FORET (D724) jusqu'à D724

- D724, de la RUE THEODORE BOTREL (D724) jusqu'à la RUE DU PORHOET
- RD 724 du PR31+0174 au PR29+0493
- RUE DU PONT MAREUC, de RD 724 jusqu'à LA BELLE ALOUETTE (D724)
- RD 724 du PR29+0312 au PR26+0845
- RD 123 du PRF au PR22+0068
- RD 123 au PR22+0065
- CAHERAN
- CAHERAN COURTIL TAUPINET (D123)
- D122

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

Article 3

La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire du chantier seront à la charge du demandeur, STURNO et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

La signalisation de déviation sera mise en place et maintenue par l'agence technique départementale.

Article 4

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier et de la déviation.

Article 5

Le directeur des infrastructures et des mobilités, les services municipaux, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à SAINT-SERVANT, le 6 octobre 2025

Monsieur le Maire de Saint-Servant-sur-Oust

Hervé BRULE



Fait à VANNES, le 08/10/2025

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,

Le Directeur des infrastructures et des mobilités

Xavier DOMANIECKI

DIFFUSION :

- Monsieur le Maire de Josselin
- Monsieur le Maire de La Croix-Helléan
- Monsieur le Maire de Guillac
- Monsieur Edern SANSEAU (STURNO)
- Le Président du Conseil Départemental
- Monsieur le Maire de Saint-Servant-sur-Oust
- La police municipale de Josselin
- GENDARMERIE 56
- SAMU 56 PLOERMEL
- Direction des affaires juridiques et des assemblées
- SDIS 56
- Madame la Maire de Guégon
- Monsieur le Maire des Forges-de-Lanouée

ANNEXE :

Plan de déviation

INFORMATIONS IMPORTANTES

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

Informatique et liberté : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données*, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou cil56@morbihan.fr.

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur www.cnil.fr.



